

MARCHE n°250300

Prestations d'examen radiographique des poumons en centre d'imagerie médicale pour le compte de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII)

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Commun à tous les lots

Acheteur public

Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII)
44, rue Bargue - 75732 Paris cedex 15
Courriel : marches.dab@ofii.fr
Tél. : 01 53 69 53 51

Ce document se compose de trois parties :

- 1. Préambule**
- 2. Partie ADMINISTRATIVE – Clauses particulières administratives**
- 3. Partie TECHNIQUE – Modalités d'exécution des prestations**

Sommaire

PREAMBULE	5
A. Réglementation :	5
B. Présentation de l'OFII.....	5
C. Présentation de la mission d'instruction par l'OFII du volet médical des demandes de titre de séjour pour soins	5
PARTIE ADMINISTRATIVE - CLAUSES PARTICULIERES ADMINISTRATIVES.....	7
ARTICLE 1. OBJET ET CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION	7
1.1. Objet de la consultation.....	7
1.2. Allotissement	7
1.3. Forme du marché.....	10
1.4. Durée du marché	11
ARTICLE 2. COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE	12
2.1. Cotraitance	12
2.2. Sous-traitance	12
ARTICLE 3. DOCUMENTS CONTRACTUELS	12
ARTICLE 4. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	12
4.1. Engagements du titulaire	12
4.2. Obligations de l'OFII.....	13
4.3. Dispositions environnementales	13
4.4. Réexamen des prestations du marché.....	13
ARTICLE 5. EMISSION DES BONS DE COMMANDE.....	14
ARTICLE 6. PRIX ET REGLEMENT	15
6.1. Forme et contenu des prix	15
6.2. Actualisation des prix unitaires.....	15
ARTICLE 7. CONTROLE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	15
7.1. Opérations de vérification	15
7.2. Documentation pour vérification	15
ARTICLE 8. MODALITES DE REGLEMENT.....	15
8.1. Délai global de paiement	15
8.2. Modalités de facturation	16
8.3. Paiement des sous-traitants	17
8.4. Avance.....	17
ARTICLE 9. PENALITES	17
9.1. Pénalités pour non-respect des délais d'exécution.....	17
9.2. Pénalités pour défaut d'exécution	17

9.3. Pénalités pour absence de conformité à la réglementation RGPD	18
ARTICLE 10. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	18
10.1. Assurances.....	18
10.2. Protection de la main-d'œuvre	18
ARTICLE 11. CONFIDENTIALITE ET TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	19
11.1. Confidentialité des données	19
11.2. Protection des données à caractère personnel.....	19
11.3. Obligations du titulaire en matière de traitement des données	20
11.4. Sous-traitance ultérieure spécifique au traitement des données personnelles.....	20
11.5. Information des personnes concernées	21
11.6. Notification des violations des données à caractère personnel.....	21
11.7. Mesures de sécurité.....	21
11.8. Finalité des données	22
ARTICLE 13. PROPIETE INTELLECTUELLE	22
ARTICLE 14. LUTTE ANTI-CORRUPTION.....	22
ARTICLE 15. RESILIATION DU MARCHE – REGLEMENT DES LITIGES	22
15.1. Règlement amiable des différends	22
15.2. Résiliation du marché	23
15.3. Règlement des litiges	23
ARTICLE 16. DOCUMENTS A PRODUIRE EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE .	23
ARTICLE 17. DEROGATION.....	24
PARTIE TECHNIQUE – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	25
ARTICLE 18. DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	25
18.1. Description et précisions concernant les analyses à effectuer	25
18.2. Contenu de la prestation :	25
18.3. Lieux d'exécution des prestations.....	25
ARTICLE 19. MODALITES DE REALISATION DE L'EXAMEN	25
ARTICLE 20. ORGANISATION DE LA CONVOCATION A L'EXAMEN	26
20.1. Mise en place préalable à l'examen	26
20.2. Recueil préalable du consentement du bénéficiaire.....	26
20.3. Transmission impérative d'un bordereau de liaison	26
20.4. Absence ou refus du bénéficiaire	26
ARTICLE 21. APPLICATION DU PROTOCOLE D'IDENTITOVIGILANCE	27
21.1. Mise en place du protocole d'identitovigilance	27
21.2. Procédure à suivre en cas de doute concernant l'identité du bénéficiaire	27
ARTICLE 22. MODALITES DE TRANSMISSION DES RESULTATS.....	27

22.1. Transmission des résultats	27
22.2. Délai de transmission des résultats	28

PREAMBULE

A. Réglementation :

- Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA), notamment les articles L. 425-9, L. 425-10, L.251-1, 251-3 et 251-7, R. 425-11, R.425-11 à R. 425-14, R. 611-1 et R. 611-2, R. 631-1 et R. 731-1 ;
- Arrêté du 27 décembre 2016 relatif aux conditions d'établissement et de transmission des certificats médicaux, rapports médicaux et avis mentionnés aux articles R. 425-11 à R. 425-14, et R. 611-1 et 611-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

B. Présentation de l'OFII

L'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) est un établissement public sous tutelle du ministère de l'intérieur. Les principales missions de l'OFII sont :

- L'accueil et l'intégration des étrangers immigrés autorisés à séjourner durablement en France et signataires à ce titre d'un contrat d'intégration républicaine (CIR);
- L'accueil et l'accompagnement des demandeurs d'asile (accueil dans les guichets uniques, gestion des entrées et sorties dans les lieux d'hébergement dédiés, versement de l'allocation pour demandeurs d'asile, participation au dispositif de relocalisation, etc.) ;
- L'aide au retour et à la réinsertion des étrangers dans leur pays d'origine ;
- La gestion des procédures de l'immigration régulière en lien avec les préfectures et les postes diplomatiques et consulaires (demandes de regroupement familial, visas long séjour, etc.) ;
- L'émission de l'avis médical dans le cadre de la procédure d'autorisation de séjour pour raisons de santé.

L'OFII dispose d'une représentation nationale et internationale avec un siège social situé à Paris, 31 directions territoriales dont trois en outre-mer et sept représentations à l'étranger. Ce qui représente un effectif de 1400 agents environ.

C. Présentation de la mission d'instruction par l'OFII du volet médical des demandes de titre de séjour pour soins

La loi n° 2016-274 du 7 mars 2016 relative au droit des étrangers en France a modifié le 11^{ème} alinéa de l'article L. 313-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA) relatif à la délivrance aux ressortissants étrangers d'un titre de séjour pour soins en instaurant un avis médical d'un collège de médecins de l'OFII, comme condition préalable à la décision de délivrance d'un titre de séjour.

Ces dispositions ont été réaffirmées à l'article L.425-9 dans la nouvelle version du CESEDA en vigueur depuis le 1er mai 2021. L'article L. 425-10 du code précité confie également l'instruction des dossiers médicaux des mineurs étrangers aux médecins de l'OFII pour toute délivrance d'une autorisation de séjour pour soins d'une durée maximale de six mois et de son renouvellement.

Les demandeurs de titre de séjour pour soins déposent à l'OFII un certificat médical confidentiel rempli par leur médecin soignant. Celui-ci est examiné par un médecin de l'OFII qui établit un rapport au vu duquel un collège de trois médecins de l'OFII émet un avis médical. La décision de refus ou délivrance du titre de séjour est prise par le préfet territorialement compétent au vu de cet avis simple.

L'article L. 611-3 9° du CESEDA en vigueur au 1^{er} mai 2021 confie aussi au service médical de l'OFII la mission de rendre un avis médical sur les demandes de protection contre l'éloignement pour soins présentés par les personnes faisant l'objet d'une obligation de quitter le territoire.

Dans le cadre de ces missions, les médecins rapporteurs et le collège de médecin peuvent convoquer les demandeurs et faire pratiquer des examens médicaux complémentaires, dans des conditions d'identitovigilance permettant de s'assurer de l'identité des personnes.

ARTICLE 1. OBJET ET CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION

1.1. Objet de la consultation

Le présent marché de services a pour objet la réalisation de **prestations d'examen radiographique des poumons en centre d'imagerie médicale en France métropolitaine et en outre-mer pour le compte de l'OFII**.

Les prestations sont réalisées sous la supervision de la direction du service médical de l'OFII, dirigée par un médecin de santé publique. Ce service est en charge de la gouvernance des équipes médicales au sein des directions territoriales (DT) en métropole et en outre-mer.

Pour la réalisation des prestations, le titulaire collabore avec le(s) médecin(s) de l'OFII officiant au sein de la direction territoriale concernée ou, à défaut, du médecin coordonnateur de zone.

1.2. Allotissement

En application de l'article L2113-10 du Code de la commande publique, la consultation est allotie géographiquement et comporte **27 lots**, correspondant à une direction territoriale (DT) ou une antenne.

Le découpage des lots se fait comme suit :

LOTS	DIRECTION TERRITORIALE DE L'OFII	ADRESSE DE LA DT RESPONSABLE	DEPARTEMENTS / ARRONDISSEMENT CONCERNES	
1	AMIENS	275, rue Jules Barni - Bâtiment D AMIENS 80000	02 Aisne	
			60 Oise	
			80 Somme	
2	ANNECY (antenne)	Parc de l'Alliance – 70-72, rue des Alliés GRENOBLE 38100	74 Haute Savoie	
			73 Savoie	
3	BESANCON	3, Avenue de la Gare d'Eau BESANCON 25000	25 Doubs	70 Haute Saône
			90 Territoire de Belfort	39 Jura
4	BORDEAUX	55, rue Saint Sernin BORDEAUX 33000	33 Gironde	40 Landes
			47 Lot et Garonne	64 Pyrénées Atlantiques

5	CAEN	1, rue Daniel Huet CAEN 14038	14 Calvados	
			50 Manche	
			61 Orne	
6	CAYENNE	17-19, rue Lallouette, BP 245, 97325 Cayenne	973 Cayenne	
7	SAINT LAURENT DU MARONI (antenne)	17-19, rue Lallouette, BP 245, 97325 Cayenne	973 Saint Laurent du Maroni	
8	CLERMONT- FERRAND	1, rue d'Assas CLERMONT- FERRAND cedex 01 63033	03 Allier	15 Cantal
			43 Haute-Loire	63 Puy de Dôme
9	DIJON	6, rue Chancelier de l'Hôpital DIJON 21000	21 Côte d'Or	58 Nièvre
			71 Saône et Loire	89 Yonne
10	GRENOBLE	Parc de l'Alliance – 70-72, rue des Alliés GRENOBLE 38100	26 Drôme	
			38 Isère	
11	GUADELOUPE	246 Grand Camp 97139 Les Abymes	971 Guadeloupe	
12	LA REUNION	6 Rue des Messageries 97404 Saint Denis	974 La Réunion	
13	LILLE	107, Boulevard de la Liberté, 59800 Lille	59 Nord	
			61 Pas de Calais	
14	LYON	7 rue Quivogne, 69002 Lyon	69 Rhône	01 Ain
			07 Ardèche	42 Loire
15	MARTINIQUE	246 Grand Camp 97139 Les Abymes	972 Martinique	

16	MARSEILLE	61, boulevard Rabatau, 13008 Marseille	04 Alpes de Haute Provence	05 Hautes Alpes	13 Bouches de Rhône
			20 Corse	83 Var	84 Vaucluse
17	MELUN	2 bis, avenue Jean Jaurès, 77000 Melun	77 Seine et Marne		
18	METZ	2, rue Lafayette, 57000 Metz	54 Meurthe et Moselle	55 Meuse	
			57 Moselle	88 Vosges	
19	NANTES	93 bis, rue de la Commune de 1871, 44400 Reze	44 Loire	53 Mayenne	
			49 Maine et Loire	72 Sarthe	
				85 Vendée	
20	ORLEANS	4 Rue de Patay, 45000 Orléans	18 Cher	28 Eure et Loir	36 Indre
			37 Indre et Loire	41 Loire et Cher	45 Loiret
21	POITIERS	86, avenue du 8 mai 1945, 86000 Poitiers	16 Charente	17 Charente Maritime	79 Deux Sèvres
22	REIMS	2 rue du Grand Credo, 51100 Reims	08 Ardennes	10 Aube	
			51 Marne	52 Haute Marne	
23	RENNES	8, rue Jean Julien Lemordant, 35000 Rennes	22 Côtes d’Armor	29 Finistère	
			35 Ille et Vilaine	56 Morbihan	
24	STRASBOURG	4, rue Gustave Doré, CS 80115, 67069 Strasbourg	67 Bas Rhin		
			68 Haut Rhin		
25	SAINT BARTHELEMY (antenne)	246 Grand Camp 97139 Les Abymes	971 Saint Barthélemy		

26	SAINT MARTIN (antenne)	246 Grand Camp 97139 Les Abymes	971 Saint Martin
27	ROUEN	15 Place de la Verrerie, immeuble Montmorency 1, 76100	76 Seine et Maritime
			27 Eure et Loir

Les adresses des directions territoriales peuvent être susceptibles d'être modifiées au cours de l'exécution du marché. Cette modification ne donnera pas lieu à un avenant.

1.3. Forme du marché

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande conclu sans montant minimum au sens du deuxième alinéa de l'article R. 2162-4 du code précité avec un maximum contractuel fixé par lot.

Chaque marché est mono-attributaire à prix unitaire et forfaitaire.

Les montants et quantités estimatives d'actes radiologiques annuels (non contractuels et non engageants) ainsi que les montants maximums par lot sur la durée totale du marché sont les suivants :

LOTS	DIRECTION TERRITORIALE DE L'OFII	QUANTITE ESTIMATIVE D'ACTES RADIOLOGIQUES SUR PAR ANNEE	MONTANT ESTIMATIF PAR AN	MONTANT MAXIMUM SUR LA DUREE DU MARCHE (HT/TTC)
1	AMIENS	550	15 500 €	72 000 €
2	ANNECY	855	24 000 €	106 000 €
3	BESANCON	500	15 000 €	70 000 €
4	BORDEAUX	1450	40 000 €	170 000 €
5	CAEN	475	13 500 €	59 000 €
6	CAYENNE	130	3 700 €	20 000 €
7	SAINT LAURENT DU MARONI	20	600 €	7 400 €
8	CLERMONT- FERRAND	410	11 500 €	51 000 €
9	DIJON	500	15 000 €	70 000 €

10	GRENOBLE	800	22 500 €	100 000 €
11	GUADELOUPE	145	4 500 €	23 000 €
12	LA REUNION	310	8 700 €	39 000 €
13	LILLE	1250	35 000 €	150 000 €
14	LYON	1750	50 000 €	210 000 €
15	MARTINIQUE	100	3 000 €	17 000 €
16	MARSEILLE	1795	50 300 €	211 500 €
17	MELUN	1100	30 800 €	133 200 €
18	METZ	680	19 000 €	86 000 €
19	NANTES	1340	37 500 €	160 000 €
20	ORLEANS	360	10 000 €	45 000 €
21	POITIERS	820	23 000 €	102 000 €
22	REIMS	425	12 000 €	53 000 €
23	RENNES	1040	30 000 €	130 000 €
24	STRASBOURG	1260	35 500 €	152 000 €
25	SAINT BARTHELEMY	20	600 €	7 400 €
26	SAINT MARTIN	20	600 €	7 400 €
27	ROUEN	670	18 800 €	85 200 €

1.4. Durée du marché

Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification. Il est conclu pour une durée ferme de douze (12) mois reconductible trois fois par période similaire pour une durée maximale de quarante-huit (48) mois.

Dans l'hypothèse où l'OFII souhaiterait ne pas reconduire le marché, il en informe le titulaire au plus tard 60 jours avant la date de fin de période par lettre recommandée avec accusé de réception.

Conformément aux dispositions de l'article R.2112-4 du code de la commande publique, le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction. La non-reconduction n'ouvre pas un droit à indemnité.

Le présent marché peut être résilié par l'OFIL sans indemnité, sous réserve d'un préavis de 3 mois, dans le cas où une Direction Territoriale (DT) parvient à établir une convention avec un Centre de Lutte Anti-tuberculose (CLAT). Cette résiliation devra être notifiée par écrit au titulaire, précisant la date d'effet de la résiliation.

Chaque lot est indépendant, qu'il s'agisse de son exécution et/ou de son interruption, conformément aux règles précitées

ARTICLE 2. COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

2.1. Cotraitance

Les règles relatives à la cotraitance sont fixées par les articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, ainsi que par l'article 12 du CCAG -Fournitures courantes et de services 2021.

2.2. Sous-traitance

Les règles relatives à la sous-traitance sont fixées conformément aux dispositions des articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique et de l'article 12.2 du CCAG--Fournitures courantes et de services 2021.

ARTICLE 3. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

- L'acte engagement (ATTRI1) et son annexe financière : le bordereau des prix et la simulation financière pour chaque lot,
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP),
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services 2021, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (JO du 1er avril 2021),
- Le mémoire technique,
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

En application du présent article, les stipulations de l'offre technique en contradiction avec les autres pièces contractuelles sont inapplicables et inopposables. L'offre technique du titulaire ne saurait créer une quelconque charge opposable.

ARTICLE 4. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1. Engagements du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- désigner, dès le lancement du marché, un chef de projet, correspondant de l'OFIL et des directions territoriales, qui sera chargé de la mise en œuvre et du contrôle du marché ;

- garantir d'être en conformité, sur toute la durée du marché, avec la réglementation qui lui est applicable, ainsi que réaliser l'ensemble des diligences administratives nécessaires à la conduite de son activité (autorisations, etc.). En cas de non-respect de ces différentes exigences, l'acheteur ne saurait être tenu responsable ;
- proposer un plan de continuité d'activité en cas de circonstances exceptionnelles (fermeture du cabinet, crise sanitaire, mouvement de grève, etc.)
- mettre à disposition son registre des traitements ;
- assurer un niveau de qualité des prestations conforme aux usages professionnels et aux stipulations du marché ;
- respecter l'ensemble des spécifications du CCP ;
- respecter toutes les prescriptions en matière d'hygiène et de sécurité et appliquer le protocole d'identitovigilance ;
- respecter les mesures de contrôle du personnel ;
- participer, à la demande de l'OFII et en tant que de besoin, à toute réunion en lien avec l'exécution de la mission.

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil et d'alerte à l'égard de l'OFII, s'il décèle des une situation anormale ou des dysfonctionnements potentiels lors de l'exécution de ses prestations. Il s'engage à signaler tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution du présent marché.

4.2. Obligations de l'OFII

L'OFII s'engage à :

- communiquer toute information nécessaire au bon déroulement de la prestation et à mettre tout en œuvre pour assurer le respect du planning convenu ;
- mettre à disposition toute la documentation et contacts permettant au titulaire d'exécuter les différentes prestations du marché dans des conditions optimales.

4.3. Dispositions environnementales

L'OFII soucieuse de s'engager dans une démarche de développement durable, porte une attention particulière aux dispositions prises en faveur de la protection de l'environnement.

Les documents relatifs aux résultats d'examen doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format PDF ou équivalent) et/ou sur des supports en papier recyclé ou éco labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemples : label FCS, PEFC ou équivalent).

Conformément aux dispositions de l'article 16.2.2 du CCAG - Fournitures courantes et de services 2021, le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des dispositions environnementales mentionnées au présent article.

4.4. Réexamen des prestations du marché

Si cela s'avère nécessaire à la bonne réalisation du marché, l'OFII se réserve la possibilité d'utiliser les dispositions des articles R.2122-7, R. 2194-1, R.2194-2, R.2194-3, R.2194-5 du code de la commande publique pour :

1. modifier des prestations prévues initialement ;

2. ajouter des prestations non prévues initialement mais devenues nécessaires à la réalisation de l'accord-cadre ;
3. réaliser des prestations similaires à celles du marché.

ARTICLE 5. EMISSION DES BONS DE COMMANDE

Les prestations du marché sont mises en œuvre par l'émission de bons de commande datés et signés par le représentant de la direction territoriale au titulaire, et/ou par toute personne habilitée à cette fin par l'OFII, en fonction de la survenance des besoins.

Les bons de commande ainsi que leur(s) modification(s) sont adressés par voie électronique par l'OFII au titulaire.

Les bons de commande émis devront comprendre les informations suivantes :

- le numéro de référence du marché et du lot concerné ;
- la date et le numéro de la commande ;
- le nom et les coordonnées du titulaire ;
- la période d'exécution du bon de commande ;
- le nombre de bénéficiaires et d'unités (acte d'examen) pour chaque bénéficiaire ;
- le détail des prix en référence aux prix du bordereau des prix ;
- le montant total du bon de commande comprenant le prix HT, le montant de la TVA et le prix TTC ;
- Les bons de commande peuvent être établis sur une périodicité mensuelle, trimestrielle, semestrielle ou annuelle. Ils sont émis jusqu'au dernier jour de validité de la dernière période du marché.

Toutefois, la dernière prestation ne pourra être exécutée que dans un délai maximum de trois (3) mois après la période de validité du marché.

La résiliation du marché ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations. Toute prestation exécutée sans émission d'un bon de commande dûment signé par le représentant de l'acheteur ne peut donner lieu à règlement.

Avant le début de chaque période correspondante à la périodicité retenue par la direction territoriale (mensuelle, trimestrielle ou annuelle), un bon de commande estimatif du nombre d'examens à effectuer est établi par le service concerné de l'OFII au regard des tarifs du bordereau des prix pour la période considérée. Un ou plusieurs bons de commande peuvent être émis pendant cette période afin de revoir à la hausse le nombre d'examens.

Les prestations peuvent s'exécuter dès lors que le titulaire a reçu le bon de commande.

En vertu du principe de règlement à « service fait » des marchés publics, examens non réalisés ne donnent pas lieu à facturation ou à un quelconque dédommagement du titulaire. Seules les prestations effectivement réalisées et constatées par l'OFII sont réglées au titulaire.

Le règlement du coût de la prestation n'interviendra qu'après la constatation de l'exécution de la prestation par la direction territoriale.

ARTICLE 6. PRIX ET REGLEMENT

6.1. Forme et contenu des prix

Les prix du marché sont unitaires, conformément au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) fourni par le titulaire et annexé à l'acte d'engagement. Ces prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement exécutées, dans la limite du montant maximum fixé dans l'acte d'engagement

Le prix **unitaire** à l'acte d'examen comprend :

- ✓ le coût de l'acte d'examen déterminé à partir des tarifs de remboursement conventionnels fixés par la sécurité sociale ;
- ✓ les **frais administratifs** associés à chaque acte.

L'ensemble de ces tarifs figure dans le bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement.

L'unité monétaire est l'euro.

Le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement la prestation, les frais éventuels afférant au transport et repas des personnes jusqu'au lieu de la prestation, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des examens de radiologie, objets du marché.

6.2. Actualisation des prix unitaires

Les prix unitaires des actes d'examen de radiologie mentionnés dans l'annexe financière sont fermes pendant la période de validité du marché et seront actualisables conformément à l'évolution de la tarification conventionnelle de l'assurance maladie et de la nomenclature des actes radiographie prise en application de l'article L. 162-7 du code de la sécurité sociale.

Les prix relatifs aux frais administratifs sont fermes et ne feront pas l'objet d'une actualisation pendant la durée totale du marché, reconductions comprises.

ARTICLE 7. CONTROLE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

7.1. Opérations de vérification

Les services de l'OFII peuvent procéder à l'évaluation des prestations effectuées par le titulaire, à tout moment au cours de l'exécution du présent marché. Les vérifications et admissions seront effectuées conformément aux dispositions des articles 27 à 28 du CCAG - Fournitures courantes et de services 2021.

Le titulaire doit faciliter ces opérations de contrôle et donner libre accès aux documents administratifs et fiches de procédure se rapportant à l'exécution du marché.

7.2. Documentation pour vérification

Le titulaire met à la disposition des représentants de l'OFII la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations liées à son activité.

ARTICLE 8. MODALITES DE REGLEMENT

8.1. Délai global de paiement

Les sommes dues au titulaire sont réglées au fur et à mesure de l'exécution des prestations

commandées, après exécution et vérification du service fait par le représentant de l'OFII.

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenue de garantie, clauses de révision et des pénalités.

8.2. Modalités de facturation

L'ordonnateur des dépenses est le Directeur Général de l'OFII.

Le comptable assignataire des dépenses, chargé des paiements, est désigné dans l'acte d'engagement.

Les factures sont établies mensuellement.

La facture est dématérialisée. Elle est transmise par voie électronique *via* le portail de facturation des administrations publiques « **Chorus Pro** » (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

La facture porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la référence du marché ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro et son compte bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la date et le lieu d'exécution des prestations ;
- le nombre de bénéficiaires et nombre d'unité (acte d'examen) réalisés par bénéficiaire ;
- le nombre de déplacements à la direction territoriale de l'OFII ;
- le prix unitaire de chaque acte ;
- le taux et le montant de la T.V.A ;
- le total HT et TTC de la facture ;
- la signature du titulaire.

Chaque facture doit être accompagnée d'un tableau récapitulant les prestations effectuées au cours de la période considérée. Ce document transmis sous format Excel ou équivalent doit mentionner les éléments suivants :

- l'identité des personnes ayant bénéficié des analyses biologiques ;
- le numéro du dossier ETRANGER (AGDREF) du bénéficiaire ;
- le montant unitaire des actes par dossier ;
- les dates auxquelles les examens ont été réalisés.

8.3. Paiement des sous-traitants

Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'acte spécial de sous-traitance précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue aux articles R. 2193-1 à R. 2193-4 du code de la commande publique.

Il indique, en outre, pour les sous-traitants bénéficiant du paiement direct :

- les modalités de règlement des sommes à payer directement au sous-traitant ;
- le comptable assignataire des paiements ;
- le compte à créditer.

Modalités de paiement direct pour les sous-traitants

Les dispositions relatives au paiement, au versement de l'avance et de la cession-nantissement de créances du sous-traitant sont régies par les articles R. 2193-10 à R. 2193-22 du code de la commande publique.

8.4. Avance

Sauf refus du titulaire, une avance sera versée conformément aux dispositions des articles R.2191-3 à R.2191-19 du code de la commande publique.

Par dérogation de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique et des dispositions de l'arrêté du 29 décembre 2022 modifiant les cahiers de clauses administratives générales des marchés publics, si le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct en fait la demande dans un délai maximum de dix (10) jours calendaires à compter de la notification du bon de commande, une avance de 40% du montant TTC du bon de commande peut lui être versée dans les conditions des articles précités.

Le remboursement de cette avance interviendra dans les conditions des articles R.2191-11 et R.2191-12 du code de la commande publique.

ARTICLE 9. PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité. Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG - Fournitures courantes et de services 2021, les pénalités prévues au marché sont les suivantes :

9.1. Pénalités pour non-respect des délais d'exécution

En cas de retard dans les délais de transmission des résultats mentionnés à l'article 19.2 du présent CCP, le titulaire est redevable d'une pénalité de 20 euros par jour ouvré de retard constaté.

Les pénalités ne sont pas dues lorsqu'elles ne dépassent pas 10% du bon de commande au titre duquel les prestations ont été exécutées en retard.

9.2. Pénalités pour défaut d'exécution

En cas de manquement répété (*manquement constaté à trois reprises au cours d'un trimestre*) au regard des stipulations du présent marché, le titulaire encourt une pénalité après mise en demeure

d'y remédier adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse.

Le titulaire disposera d'un délai raisonnable fixé par l'OFII pour remédier à ces manquements. Outre cette mention, la mise en demeure prévoira l'organisation d'une réunion de cadrage avec le titulaire, dans ce même délai.

La pénalité financière appliquée au terme du délai prévu par la mise en demeure est fixée à 200 euros par jour ouvré de retard jusqu'à remédiation du manquement. Le délai de remédiation et le montant de la pénalité pourront être révisés lors de la réunion de cadrage, dans la limite du montant précité.

9.3. Pénalités pour absence de conformité à la réglementation RGPD

Si les conditions de sécurité imposées par la réglementation RGPD ne sont pas respectées, le titulaire est mis en demeure de s'exécuter dans les délais mentionnés à l'article 11.6 du présent CCP.

En cas de non-respect de ce délai, le titulaire encourt une pénalité de 50 euros par jour ouvré de retard.

Conformément à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures courantes et de services 2021, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant du bon de commande.

Les pénalités restent dues en cas de résiliation.

ARTICLE 10. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

10.1. Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG - Fournitures courantes et de services 2021, le titulaire et, le cas échéant, les cotraitants, doivent justifier, au moyen d'attestations portant mention de l'étendue des garanties qu'ils sont titulaires d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il veille en particulier à ce que cette assurance couvre les dommages corporels et matériels que son personnel pourrait causer dans le cadre de l'exécution de la prestation.

Cette garantie est illimitée pour les dommages corporels.

Excepté si elles ont déjà été produites à l'appui des offres, les attestations d'assurance doivent être adressées par le titulaire à l'OFII dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la notification du marché et, au plus tard, avant tout commencement d'exécution.

Sur demande de l'OFII, le titulaire produit les attestations d'assurance nécessaires en cours de validité, indiquant la nature, le montant, la durée et les conditions d'application des garanties précitées.

10.2. Protection de la main-d'œuvre

Conformément aux dispositions de l'article 6 du CCAG - Fournitures courantes et de services 2021, les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail françaises.

Il doit être en mesure d'en justifier du respect de ces obligations, en cours d'exécution du marché, sur simple demande de l'OFII.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'OFII.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

ARTICLE 11. CONFIDENTIALITE ET TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

11.1. Confidentialité des données

Toutes les informations et documents transmis au titulaire par l'OFII dans le cadre de ce marché ont un caractère strictement confidentiel. Le titulaire ou ses sous-traitants éventuels s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de préserver la confidentialité des informations et documents auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché.

Ces renseignements et documents ne peuvent être communiqués sans autorisation expresse du représentant de l'OFII à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Leur utilisation est limitée aux stricts besoins du marché.

Le titulaire s'engage à détruire l'ensemble de la documentation remise par l'OFII à la fin du marché.

Le titulaire s'engage par ailleurs à ne pas utiliser la référence à son marché avec l'OFII à des fins publicitaires sans l'accord écrit préalable du représentant de l'OFII.

Tout manquement, même minime, aux règles du secret sont susceptibles d'entraîner la résiliation du marché, ainsi que des poursuites judiciaires du titulaire et de ses agents fautifs.

11.2. Protection des données à caractère personnel

La présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché ou ses sous-traitants s'engagent à effectuer pour le compte de la personne publique (responsable du traitement) les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données ») ainsi que la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles et ses décrets d'application.

Conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données, dès le commencement du marché, le titulaire communique à l'OFII le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données ou d'une autre personne ressources désignée.

Identification des données

Dans le cadre du présent marché, le titulaire ou ses sous-traitants sont autorisés à traiter, pour le compte de l'OFII et pour la durée du marché, les données à caractère personnel nécessaires à l'exécution des prestations liées aux examens de radiologie. Et notamment l'ensemble des

informations qui figurent sur le bordereau convocation mentionné à l'article 17.3 (article 17.3 du présent CCP). Les radiographies pulmonaires sont conservées conformément à la réglementation en vigueur.

Certaines informations présentes sur les bordereaux de convocation peuvent être conservées et traitées dans les systèmes informatiques du titulaire ou des sous-traitants dans le respect des obligations de la protection des données qui s'imposent pour l'exercice de son activité.

La finalité du traitement des données à caractère personnel est unique et consiste en l'examen radiographique pulmonaire effectué. Comme stipulé dans la partie technique du présent CCP, seules les informations nominatives indispensables à assurer l'identification des échantillons et la traçabilité des processus techniques peuvent être mis à disposition *via* un système sécurisé sur un site internet propre au titulaire ou être conservés par le laboratoire qui leur applique les mêmes dispositions de conservation que celles qu'il propose à ses clients de ville.

Les personnes concernées par les données sont les bénéficiaires visés par les procédures relatives à l'immigration, définies à l'article C du préambule du présent CCP. Pour l'exécution des prestations, objet du présent marché, le responsable de traitement met à la disposition du titulaire et des sous-traitants éventuels les informations nécessaires grâce au bordereau de liaison.

11.3. Obligations du titulaire en matière de traitement des données

L'OFII dispose d'une autorisation CNIL pour produire les documents utiles à la réalisation des examens. Le titulaire sera responsable des données qu'il recueille pour ses prestations. En aucun cas des informations nominatives différentes de sa clientèle de ville ne peuvent être conservées, faire l'objet de traitement statistique ou autre.

La confidentialité des demandeurs étrangers malades présentés par l'OFII doit être impérativement garantie par le titulaire. De la sorte, aucun lien ou support informatif numérique dans le SI du laboratoire ne doit permettre l'identification d'un demandeur étranger malade prélevé à l'OFII.

Le titulaire ou son sous-traitant éventuel s'engage à :

- 1.** traiter les données uniquement pour l'unique finalité qui fait l'objet du marché ;
- 2.** garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
- 3.** stocker les données de manière sécurisée ;
- 4.** veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- 5.** prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

11.4. Sous-traitance ultérieure spécifique au traitement des données personnelles

Le titulaire peut faire appel à un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout

changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d'un délai d'un mois à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

11.5. Information des personnes concernées

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information relative à l'utilisation de leurs données aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données. Dans le cadre du présent marché, cette information est faite lors du recueil du consentement du bénéficiaire par les personnels du service médical de l'OFII.

Les personnes concernées sont informées de leurs droits d'accès, de rectification et d'opposition aux données qui les concernent. Pour exercer ces droits, ils disposent d'une adresse dédiée : DPO- OFII, 44 rue Bargue, 75015 Paris ou cil.themis@ofii.fr.

11.6. Notification des violations des données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'OFII (responsable du traitement) toute violation de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et si possible dans les quarante-huit (48) heures après en avoir pris connaissance et selon des moyens déterminés conjointement avec l'OFII.

Après accord écrit de l'OFII, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de la personne publique, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et si possible dans les soixante-douze (72) heures après en avoir pris connaissance à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

Cette notification doit au moins mentionner les éléments suivants : description de la nature de la violation des données, nombre de personnes et d'enregistrements de données concerné, conséquences probables de la violation et descriptions des mesures prises pour remédier ou atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

11.7. Mesures de sécurité

Le titulaire met en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque induit et selon les besoins :

- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;
- Un outil garantissant la confidentialité dans la transmission des documents sensibles.

11.8. Finalité des données

Au terme du marché, le sous-traitant s'engage à détruire les données sur simple demande de l'OFII et, si aucune demande de destruction n'est formulée, à conserver ces données pour une durée maximale d'une année.

La destruction des données peut par ailleurs être réalisée sur simple demande de l'OFII à tout moment durant l'exécution du marché. Après toute opération de destruction de données, le titulaire et les sous-traitants éventuels sont tenus de remettre à l'OFII un certificat de destruction.

Les modalités de traitement des données à caractère personnel sont susceptibles d'évoluer durant l'exécution du marché.

ARTICLE 13. PROPIETE INTELLECTUELLE

Les prestations objet du contrat ne font appel à aucune œuvre de l'esprit particulière. Les dispositions du CCAG relatives à la propriété intellectuelle sont sans objet.

ARTICLE 14. LUTTE ANTI-CORRUPTION

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

ARTICLE 15. RESILIATION DU MARCHE – REGLEMENT DES LITIGES

15.1. Règlement amiable des différends

Le règlement amiable des différends qui peuvent survenir au cours de l'exécution du marché s'opère

en vertu des dispositions des articles R. 2197-1 à R. 2197-22 du code de la commande publique. Le règlement à l'amiable d'un différend est facultatif et peut être refusé par l'une ou l'autre des parties.

15.2. Résiliation du marché

L'OFII peut résilier le marché selon les dispositions des articles L2195-1 à L 2195-6 du code de la commande publique et des articles 38 à 45 du CCAG - Fournitures courantes et de services 2021, sous réserves des précisions suivantes.

Si l'OFII est amené à résilier le marché pour un motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial du marché (hors TVA), diminué du montant non révisé des prestations (hors TVA), un pourcentage fixé à 4%.

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas les obligations du présent marché, l'OFII serait en droit de résilier le marché sans indemnité, après une mise en demeure adressée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception postal, restée sans effet pendant le délai de dix (10) jours de date à date.

15.3. Règlement des litiges

Il est fait application des dispositions de l'article 46 du CCAG - Fournitures courantes et de services 2021.

En aucun cas, les contestations survenant entre l'OFII et le Contractant ne peuvent être invoquées par ledit Contractant comme cause d'arrêt définitif ou momentané d'exécution de la prestation. Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend ou litige susceptible d'intervenir entre elles à l'occasion de l'exécution du présent marché à l'initiative de la partie la plus diligente.

En cas de litige ne recevant pas de solution amiable quant à l'interprétation ou l'exécution des présentes, le présent marché est régi par le droit français et le tribunal compétent pour connaître de tout litige entre les parties relativement à la validité, l'interprétation et l'exécution du présent contrat est le tribunal administratif de Paris, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie même pour les procédures de référé ou sur requête.

ARTICLE 16. DOCUMENTS A PRODUIRE EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE

Conformément au décret n°2021-631 du 21 mai 2021, applicable à partir du 1er novembre 2021, les entreprises dont le siège est situé en France sont dispensées de produire un extrait d'immatriculation au registre national du commerce et des sociétés (extrait K-Bis) lorsqu'elles répondent à une procédure de passation d'un marché public. En lieu et place du K-Bis, ces dernières devront communiquer leur numéro SIREN afin que l'acheteur puisse procéder aux vérifications nécessaires à l'examen des candidatures (notamment celles relatives aux cas d'exclusion de la commande publique).

Documents à produire tous les six mois

Conformément aux articles D.8222-5 et D.8254-1 et suivants du code du travail, le titulaire devra produire tous les 6 (six) mois à compter de la date de notification du marché et ce jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et datant de moins de 6 mois.

Le titulaire doit également communiquer la liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail.

Documents à produire tous les ans

A compter de la date de notification du marché, le titulaire doit produire tous les ans et ce jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les documents suivants :

1. une attestation délivrée par l'administration fiscale établissant que le titulaire est à jour de ses obligations fiscales pour l'année N-1 ;
2. les attestations d'assurance.

Ces documents seront à mettre à disposition sur la plateforme E.attestations.

ARTICLE 17. DEROGATION

La dérogation du présent CCAP au CCAG – Fournitures courantes et de services 2021 est énumérée ci-dessous :

Article CCAP	Libellé de l'article	Nature de la dérogation	Article CCAG - Fournitures courantes et de services 2021
9	Pénalités	Montant des pénalités pour non-respect d'exécution	14

ARTICLE 18. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

18.1. Description et précisions concernant les analyses à effectuer

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations d'examens radiographiques des poumons en centre d'imagerie médicale en France Métropolitaine et Outre-Mer. Le titulaire veillera tout au long de l'exécution du marché à ce que les fournitures et services soient conformes aux prescriptions des normes et règlements français, européens et internationaux en vigueur le jour de la soumission et en particulier :

- Dispositions réglementaires de radioprotection applicables en radiologiemédicale,
- Dispositions réglementaires relatives au secret médical.

18.2. Contenu de la prestation :

Dans le cadre de dispositions réglementaires susvisées, le centre de radiologie assure la prestation suivante :

- Un examen radiographique des poumons de dépistage d'une maladie évolutive.

Un compte-rendu de l'examen annexé au cliché est remis à chaque patient après l'examen radiologique. Ce compte-rendu doit mentionner le volume de rayon ionisant utilisé. Le radiologue s'engage à informer le service médical (médecin ou infirmier) de la direction territoriale de l'OFII en cas de suspicion d'une lésion évolutive mentionnée aux articles 2 et 5 de l'arrêté du 11 janvier 2006 précité et communiquer l'interprétation d'un examen radiographique des poumons de face.

L'OFII se réserve la possibilité de demander au titulaire des prestations exceptionnelles, dans le respect de l'objet du présent marché, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant au contrat.

Pour toute demande de prestation exceptionnelle par l'OFII, une demande est transmise par le pouvoir adjudicateur au titulaire par voie postale ou par mail. La demande précise la nature des prestations exceptionnelles et décrit le contenu de l'opération envisagée. Sur cette base, le titulaire établit un devis chiffré qui doit être accepté par le pouvoir adjudicateur préalablement à tout début d'exécution. Dans le cas contraire, la prestation ne pourra être payée par l'OFII.

18.3. Lieux d'exécution des prestations

L'examen Radiographique des poumons est effectué dans les locaux du titulaire.

Ces locaux devront être situés à proximité des sites des Directions Territoriales (DT) dont les adresses sont spécifiées dans le présent document (Article 1.2).

ARTICLE 19. MODALITES DE REALISATION DE L'EXAMEN

L'examen ne nécessite pas pour le demandeur d'être à jeun, il peut donc se dérouler à tout moment au cours de la journée.

Le titulaire doit appliquer son propre protocole conformément aux bonnes pratiques des centres d'imagerie médicale.

Les femmes enceintes peuvent être amenées à effectuer un examen d'imagerie médicale. Le titulaire s'engage à prendre alors toutes les précautions nécessaires et conformes aux bonnes pratiques. Lors de la prise de la radio, le titulaire s'engage à fournir au bénéficiaire un tablier de plomb pour protéger le ventre de la femme enceinte.

ARTICLE 20. ORGANISATION DE LA CONVOCATION A L'EXAMEN

20.1. Mise en place préalable à l'examen

Une réunion de lancement entre le titulaire et la direction territoriale est prévue afin de convenir du mode d'organisation de la mise en place de l'examen (article 21.1 Identitovigilance par le titulaire – Contrôle et mise en œuvre). D'un accord commun, le centre d'imagerie transmet à la direction territoriale et dans un délai convenu avec celle-ci, ses disponibilités. Les disponibilités du titulaire doivent prendre en compte les contraintes et le flux de la direction territoriale.

20.2. Recueil préalable du consentement du bénéficiaire

Préalablement à toute prestation du titulaire, l'accord du bénéficiaire est recueilli par le médecin de l'OFII ou l'un des membres du personnel médical de l'OFII. Cet accord couvre la réalisation des examens demandés au titulaire et la transmission des résultats au médecin de l'OFII.

20.3. Transmission impérative d'un bordereau de liaison

Le service médical de l'OFII imprime alors un bordereau de liaison qui est transmis au cabinet radiologie.

Le bordereau de liaison présente les informations suivantes :

- la date d'émission ;
- le numéro de dossier ÉTRANGER (AGDREF) du bénéficiaire ;
- le nom et prénom du bénéficiaire ; le cas échéant, le nom de jeune fille ;
- l'adresse du bénéficiaire (pour la transmission des résultats) ;
- la photographie du bénéficiaire (sauf exception) ;
- le jour et l'horaire de la convocation ;
- le nom du médecin en charge du dossier en direction territoriale ;
- la date de naissance du bénéficiaire ;
- le cas échéant, une mention précisant le caractère urgent de la demande ;

20.4. Absence ou refus du bénéficiaire

L'examen de radiologie peut être annulé, le bénéficiaire est en droit de refuser l'examen radiographique prescrit à tout moment ou même de ne pas se présenter au rendez-vous. Le refus ne donne droit à aucune facturation.

L'éventuelle absence du bénéficiaire initialement programmé ne peut faire l'objet d'une facturation ou d'un dédommagement du coût de l'acte d'examen de la part de l'OFII.

L'OFII s'engage à prévenir sans délai le titulaire de l'absence du bénéficiaire dont il a connaissance, et à dédommager, dans l'hypothèse où aucun des bénéficiaires programmés pour la séance de

radiologie n'est présent, de l'ensemble des frais administratifs.

ARTICLE 21. APPLICATION DU PROTOCOLE D'IDENTITOVIGILANCE

21.1. Mise en place du protocole d'identitovigilance

Le titulaire est tenu d'assurer l'identitovigilance pour l'examen de radiologie des poumons demandés par les médecins de l'OFII, dès l'étape de prise en charge du bénéficiaire, afin de s'assurer que la personne prélevée est bien le demandeur dont l'identité et la photographie correspondent au bordereau de liaison, conformément aux mentions de l'article 20.3 du présent CCP. A cet égard, le titulaire doit respecter le protocole d'identitovigilance spécifique assuré par le laboratoire présenté dans son offre. Ce protocole doit être mis à jour en tant que de besoin par le titulaire tout au long de l'exécution du marché.

La visualisation d'une pièce d'identité par le technicien de radiologie est impérative aux mesures d'identification.

Les bénéficiaires se présentent au centre de radiologie avec la convocation qui leur a été adressée par l'OFII. Le technicien de radiologie doit être en possession du bordereau ou de la lettre de convocation afin de vérifier la bonne concordance entre les informations qu'il contient et les pièces présentées par le bénéficiaire (bordereau de convocation de l'OFII, tableau des rendez-vous et document attestant de son identité).

La procédure d'identitovigilance peut faire l'objet d'évaluations ou de contrôles de la part de l'OFII durant l'intégralité de la durée du marché.

En cas d'erreur de résultats relatifs à l'identitovigilance, le centre d'imagerie médicale en informe sans délai le service médical de l'OFII. Des contrôles devront, le cas échéant, se faire à partir du PACS et du Radimage.

Si le demandeur revient sur le consentement donné, la radiographie n'a pas lieu. Le personnel médical de l'OFII en est immédiatement informé et le bordereau de liaison est rectifié.

21.2. Procédure à suivre en cas de doute concernant l'identité du bénéficiaire

En cas de litige ou de doute sur l'identité d'un bénéficiaire lors du contrôle d'identité, le titulaire en informe immédiatement le service médical de l'OFII et l'examen ne peut pas être réalisé. Le technicien de radiologie remet le bordereau de convocation et renvoie le tableau des rendez-vous au service médical de l'OFII au service médical de l'OFII pour rectification en indiquant la date, l'heure et les motifs de la non-réalisation de l'examen.

ARTICLE 22. MODALITES DE TRANSMISSION DES RESULTATS

22.1. Transmission des résultats

La mise à disposition des résultats ainsi que les comptes rendus pour le service médical et les médecins de l'OFII est effectuée par tout moyen en conformité avec la législation. Ceux-ci doivent être déposés sur le serveur sécurisé du laboratoire. En cas d'indisponibilité de ce serveur, les résultats doivent être uniquement transmis sur l'adresse MSSanté de la direction territoriale.

Le titulaire doit transmettre les modalités de connexion (identifiant et mot de passe) au serveur sécurisé lors de la réunion de lancement de marché.

Les résultats doivent également être mis à la disposition du demandeur de manière confidentielle dans les mêmes dispositions que celles prévues pour la clientèle de ville du centre d'imagerie médicale. Les supports et modalités utiles doivent donc être détaillés au demandeur par le technicien qui réalise la radiographie pulmonaire.

Seule la mention « Service médical de la direction territoriale correspondante » doit figurer sur les documents relatifs aux résultats d'examen et sur l'enveloppe d'envoi.

La réception du bordereau de liaison et des résultats donne lieu à la réalisation d'une attestation de service-fait par le service médical de l'OFII, permettant la mise en paiement des prestations après réception de la facture.

22.2. Délai de transmission des résultats

Les résultats sont mis à disposition juste après la radiographie pulmonaire, soit dans les délais standards de traitement de ce type d'examen. Concernant l'outre-mer, les délais sont ceux qui s'appliquent habituellement à ce type d'examens.